

l'Amérique du Nord. Avec l'élargissement du volume du commerce trans-Pacifique, toute perturbation du mouvement des marchandises dans la région aurait une incidence directe sur les membres de l'ANASE et sur des pays de la région du Pacifique comme le Japon et l'Australie, qui comptent parmi les principaux partenaires commerciaux du Canada.

Relations politiques

Les nations de l'ANASE, avec leurs économies de marché libre et leurs sociétés ouvertes, constituent un modèle de société à promouvoir dans la région Asie-Pacifique, et ont par conséquent reçu un fort appui du Canada. Divers pays de l'Association sont des membres importants de l'OPEP, de la Conférence islamique, du Mouvement des non-alignés, du Groupe des 77, du Groupe de Cairns et du Dialogue Nord-Sud. L'attitude politique du Canada face à l'ANASE s'explique également par divers facteurs comme sa relation avec trois de ses membres (Singapour, Brunei et la Malaisie) au sein du Commonwealth, par d'importants programmes d'aide au développement de l'Indonésie, de la Thaïlande, de la Malaisie et des Philippines, ainsi que par le grand nombre d'immigrants canadiens provenant de l'Asie du Sud-Est. Son accueil de quelque 105 000 réfugiés indochinois depuis 1975 a donné au Canada une fort bonne réputation auprès des gouvernements de l'ANASE.

Relations commerciales et économiques

Le Canada est un important importateur de produits de l'ANASE à base de ressources naturelles. Le commerce entre le Canada et l'ANASE est globalement évalué à plus de 1,5 milliard \$CAN pour 1987. Si l'ANASE n'importe qu'environ 1 % de l'ensemble des produits que le Canada exporte, il y a de nombreuses possibilités d'élargir le commerce dans les deux sens. Nos exportations vers l'ANASE sont plus importantes que nos exportations vers la France ou l'Italie. En 1986, notre commerce avec les membres de l'ANASE s'est soldé pour la première fois par un déficit. La Direction de la coopération industrielle (INC) de l'ACDI a fourni une subvention de 100 000 \$ à la Chambre de commerce du Canada pour défrayer une partie des coûts d'études et de programmes qui devraient contribuer à intéresser davantage les entreprises canadiennes au commerce et à l'investissement dans les pays de l'ANASE. De plus, le Canada financera des visites de développement des marchés et des séminaires d'information sur les marchés qui se